


Procédure file

Informations de base	
<p>CNS - Procédure de consultation 2014/0101(CNS) Décision</p>	Procédure terminée
<p>Régime de l'octroi de mer dans les départements français d'outre-mer: durée d'application des exonérations ou des réductions de l'octroi de mer</p> <p>Modification Décision 2004/162/EC 2003/0308(CNS)</p> <p>Sujet 2.70.02 Fiscalité et impôts indirects, TVA, accises 4.70.06 Régions périphériques et ultrapériphériques, territoires et pays d'outre-mer</p> <p>Zone géographique France</p>	

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
	REGI Développement régional	PPE HÜBNER Danuta Maria	01/04/2014
Conseil de l'Union européenne	Commission pour avis	Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination
	ECON Affaires économiques et monétaires	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
Conseil de l'Union européenne	Formation du Conseil	Réunion	Date
	Environnement	3320	12/06/2014
Commission européenne	DG de la Commission	Commissaire	
	Fiscalité et union douanière	ŠEMETA Algirdas	

Événements clés			
20/03/2014	Publication de la proposition législative	COM(2014)0181	Résumé
01/04/2014	Vote en commission		
02/04/2014	Annonce en plénière de la saisine de la commission		
02/04/2014	Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture/lecture unique	A7-0264/2014	Résumé
16/04/2014	Résultat du vote au parlement		
16/04/2014	Décision du Parlement	T7-0407/2014	Résumé
12/06/2014	Adoption de l'acte par le Conseil suite à		

	la consultation du Parlement		
12/06/2014	Fin de la procédure au Parlement		
21/06/2014	Publication de l'acte final au Journal officiel		

Informations techniques

Référence de procédure	2014/0101(CNS)
Type de procédure	CNS - Procédure de consultation
Sous-type de procédure	Législation
Instrument législatif	Décision
	Modification Décision 2004/162/EC 2003/0308(CNS)
Base juridique	Traité sur le fonctionnement de l'UE TFEU 349-p1sub1-as1
Autre base juridique	Règlement du Parlement EP 159
Etape de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission parlementaire	REGI/7/15541

Portail de documentation

Document de base législatif		COM(2014)0181	20/03/2014	EC	Résumé
Projet de rapport de la commission		PE532.325	24/03/2014	EP	
Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique		A7-0264/2014	02/04/2014	EP	Résumé
Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique		T7-0407/2014	16/04/2014	EP	Résumé

Informations complémentaires

Commission européenne	EUR-Lex
-----------------------	-------------------------

Acte final

Décision 2014/378 JO L 182 21.06.2014, p. 0009 Résumé
--

Régime de l'octroi de mer dans les départements français d'outre-mer: durée d'application des exonérations ou des réductions de l'octroi de mer

OBJECTIF : prolonger de six mois le régime actuel de «l'octroi de mer» dans les départements français d'outre-mer.

ACTE PROPOSÉ : Décision du Conseil.

RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN : le Conseil adopte l'acte après consultation du Parlement européen mais sans être tenu de suivre l'avis de celui-ci.

CONTEXTE : la décision 2004/162/CE du Conseil (telle qu'amendée par les décisions du Conseil 2008/439/CE et 448/2011/UE) autorise la France à prévoir, jusqu'au 1^{er} juillet 2014, des exonérations ou des réductions de la taxe «octroi de mer» pour certains produits qui sont fabriqués dans les régions ultrapériphériques françaises (Saint Martin excepté). L'annexe de la décision précitée fournit la liste des produits auxquels peuvent s'appliquer les exonérations ou les réductions d'impôt. Selon les produits, la différence d'imposition entre les produits fabriqués localement et les autres produits ne peut excéder 10, 20 ou 30 points de pourcentage.

Les autorités françaises considèrent que les handicaps dont souffrent les régions ultrapériphériques françaises demeurent et elles ont sollicité auprès de la Commission européenne le maintien d'un système de taxation différenciée similaire à celui existant actuellement au-delà du 1^{er} juillet 2014, jusqu'au 31 décembre 2020.

Lexamen des listes de produits pour lesquels les autorités françaises souhaitent appliquer une taxation différenciée nécessite un travail long qui n'a pu être achevé à ce jour vu l'importance du nombre de produits concernés (plusieurs centaines) et les quantités d'informations à recueillir portant sur la structure des marchés des produits concernés.

Pour éviter tout vide juridique après le 1^{er} juillet 2014, permettre l'achèvement des travaux actuellement en cours et donner à la Commission le temps de présenter une proposition équilibrée, respectant les divers intérêts qui sont en jeu, un délai supplémentaire de six mois est donc nécessaire.

CONTENU : la proposition prévoit la prolongation de six mois de la durée de validité de la décision du Conseil 2004/162/CE, jusqu'au 31 décembre 2014 au lieu du 1^{er} juillet 2014.

Cette prolongation devrait permettre de terminer l'analyse complète, produit par produit, de la demande visant à autoriser l'application d'une taxation différenciée en vue de compenser les handicaps dont souffrent les productions locales.

Régime de l'octroi de mer dans les départements français d'outre-mer: durée d'application des exonérations ou des réductions de l'octroi de mer

La commission du développement régional a adopté, dans le cadre d'une procédure législative spéciale (consultation du Parlement), le rapport de Danuta Maria HÜBNER (PPE, PL) sur la proposition de décision du Conseil modifiant la décision 2004/162/CE relative au régime de l'octroi de mer dans les départements français d'outre-mer quant à sa durée d'application.

Pour rappel, la décision 2004/162/CE du Conseil du 10 février 2004 (modifiée par les décisions du Conseil 2008/439/CE du 9 juin 2008 et 448/2011/UE du 19 juillet 2011), autorise la France à appliquer, jusqu'au 1^{er} juillet 2014, des exonérations ou des réductions de la taxe dite «octroi de mer» pour un certain nombre de produits fabriqués dans ses régions ultrapériphériques (à l'exclusion de Saint-Martin).

La France a sollicité le maintien jusqu'au 31 décembre 2020 d'un système de taxation différenciée similaire à celui existant actuellement. Toutefois, la Commission considère que l'examen des listes de produits pour lesquels la France souhaite appliquer un système de taxation différenciée constitue un travail très long qui ne peut être achevé avant l'expiration de la décision 2004/162/CE, le 1^{er} juillet 2014.

Dès lors, la Commission propose de prolonger la validité de la décision 2004/162/CE pour une période supplémentaire de six mois afin de lui permettre d'achever son examen et de présenter une proposition équilibrée respectant les divers intérêts en jeu.

Étant donné que cette mesure est justifiable et vise à stimuler de façon continue l'activité économique et la compétitivité dans les régions ultrapériphériques françaises, la commission parlementaire a suggéré que cette proposition soit approuvée sans amendement.

Régime de l'octroi de mer dans les départements français d'outre-mer: durée d'application des exonérations ou des réductions de l'octroi de mer

Le Parlement européen a adopté par 591 voix pour, 57 contre et 22 abstentions, dans le cadre d'une procédure législative spéciale (consultation du Parlement), une résolution législative sur la proposition de décision du Conseil modifiant la décision 2004/162/CE relative au régime de l'octroi de mer dans les départements français d'outre-mer quant à sa durée d'application.

Suivant sa commission du développement régional, le Parlement a approuvé la proposition de la Commission qui vise à prolonger de six mois le régime actuel de «l'octroi de mer» dans les départements français d'outre-mer.

Régime de l'octroi de mer dans les départements français d'outre-mer: durée d'application des exonérations ou des réductions de l'octroi de mer

OBJECTIF : prolonger de six mois le régime actuel de «l'octroi de mer» dans les départements français d'outre-mer.

ACTE LÉGISLATIF : Décision n° 378/2014/UE du Conseil modifiant la décision 2004/162/CE relative au régime de l'octroi de mer dans les départements français d'outre-mer quant à sa durée d'application.

CONTENU : la décision autorise la France à prévoir pour une nouvelle période de six mois, soit jusqu'au 31 décembre 2014, des exonérations ou des réductions de l'octroi de mer pour certains produits fabriqués localement dans les départements français d'outre-mer.

Ce délai supplémentaire de six mois permet à la Commission d'achever l'analyse d'une demande de la France visant à l'application jusqu'au 31 décembre 2020 d'une taxation différenciée similaire au système en vigueur et de lui donner le temps de présenter une proposition équilibrée, respectant les divers intérêts en jeu. Elle évite ainsi de créer un vide juridique en l'absence d'adoption de toute proposition de la Commission avant le 1^{er} juillet 2014.

Les exonérations et réductions de taxes applicables sont destinées à aider les départements français d'outre-mer à compenser les handicaps naturels dont ils souffrent et qui font augmenter leurs coûts de production. Elles permettent de soutenir la création, le maintien et le développement de la production locale.

ENTRÉE EN VIGUEUR : la décision est applicable à partir du 1^{er} juillet 2014.